



Assemblée générale

Distr. générale
25 juillet 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Point 67 a) de l'ordre du jour provisoire*

Promotion et protection des droits de l'enfant :
promotion et protection des droits de l'enfant

Rapport annuel de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants

Résumé

Le présent rapport de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants est soumis en application de la résolution [78/187](#) de l'Assemblée générale. L'année 2024 marque le quinzième anniversaire de la création du Bureau. C'est l'occasion de faire le point des efforts déployés pour lutter contre les causes et les manifestations de la violence contre les enfants et pour assurer la protection et le bien-être des enfants, véritable enjeu pour la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Nous vivons un moment charnière. Les violences faites aux enfants ont atteint des niveaux sans précédent, sur fond de crises multiformes et interconnectées. Alors qu'il ne reste que six ans pour atteindre les objectifs de développement durable et tenir les promesses qui ont été faites, la Représentante spéciale souligne qu'il est bien possible de mettre fin aux violences contre les enfants et que cela se justifie également d'un point de vue économique.

* [A/79/150](#).



I. Introduction

1. Guidée par la résolution 62/141 de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a défini son mandat, la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants agit en qualité de défenseuse mondiale indépendante ayant pour mission de promouvoir la prévention et l'élimination de toutes les formes de violence contre les enfants. Dans ses résolutions 76/147 et 78/187, l'Assemblée a exprimé son soutien à l'action menée par la Représentante spéciale. Elle s'est félicitée des progrès réalisés et du rôle joué par son mandat pour favoriser de nouveaux progrès dans la mise en œuvre des recommandations formulées dans l'étude mondiale des Nations Unies sur les enfants privés de liberté et aider les États Membres dans le contexte de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'Assemblée a également pris note, avec satisfaction, du rôle moteur joué par la Représentante spéciale dans la suite donnée à l'étude mondiale des Nations Unies sur les enfants privés de liberté et a encouragé la Représentante spéciale à poursuivre son travail à cet égard.

2. L'année 2024 marque le quinzième anniversaire de la nomination de la première Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants. Dans le présent rapport, la Représentante spéciale fait le point des progrès accomplis et des problèmes complexes et interdépendants qui continuent d'exposer les enfants aux violences et perpétuent leur vulnérabilité. Elle trace la voie à suivre et souligne qu'il est non seulement possible d'assurer la prévention de toutes les formes de violence dans tous les contextes de manière proactive et durable, sans laisser aucun enfant de côté, mais que c'est aussi indispensable pour permettre un développement à visage humain.

II. Renforcement et élargissement de la mobilisation sur de multiples fronts

3. La Représentante spéciale continue de faire progresser la protection des enfants contre les violences en misant sur les activités de plaidoyer, l'offre d'un soutien technique, la mise en réseau et la création de passerelles aux niveaux international, régional et national. Étant donné la nature intersectorielle de la protection et du bien-être des enfants, la Représentante spéciale mobilise de multiples parties prenantes à différents niveaux afin d'accélérer le rythme des progrès pour éliminer les violences contre les enfants d'ici à 2030.

États Membres

4. À la faveur de ses échanges avec les États Membres, la Représentante spéciale a souligné qu'il était urgent de renforcer les approches intégrées visant à mettre fin aux violences contre les enfants, en faisant valoir que l'offre de services à l'efficacité avérée, efficaces et intersectoriels présentait un important retour sur investissement. Elle a facilité le partage d'expériences et d'expertises à cet égard, notamment en organisant des dialogues au niveau ministériel. Afin d'aider davantage les États à mieux faire comprendre les raisons qu'il y a d'investir dans l'élimination des violences contre les enfants, elle a entrepris de mettre au point un ensemble d'outils permettant d'évaluer les coûts économiques de la violence et l'important retour sur investissement des activités de prévention des violences¹.

¹ Les États qui ont participé à des discussions au niveau ministériel ou qui ont manifesté le souhait de rejoindre l'initiative concernant les raisons d'investir dans la prévention sont les suivants : Andorre, Brésil, Cabo Verde, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Espagne, Estonie, Éthiopie,

5. Les examens nationaux volontaires visant à évaluer les progrès accomplis dans l'application du Programme 2030 sont l'occasion de rallier des soutiens aux fins de l'élimination de la violence contre les enfants, qui constitue un véritable enjeu pour le développement durable. La Représentante spéciale a rencontré les représentantes et représentants de 31 États Membres soumettant des examens nationaux volontaires en 2024, ainsi que les représentantes et représentants des commissions régionales et des équipes de pays, afin de recenser les pratiques prometteuses et de promouvoir la participation des enfants à ces efforts.

6. La Représentante spéciale juge encourageante l'augmentation du nombre de demandes de visites de pays. Depuis son dernier rapport à l'Assemblée générale (A/78/214), elle s'est rendue au Brésil, au Costa Rica, au Lesotho, au Luxembourg, à Malte, en Thaïlande et en Zambie, et elle a donné suite aux visites qu'elle avait déjà effectuées en Côte d'Ivoire, en Espagne, en Grèce, en Indonésie, en Jordanie, en Lettonie, au Liban, en Lituanie, au Maroc, à Oman, en République dominicaine, en Roumanie, au Sénégal et au Tchad.

7. À la fin des visites de pays, des feuilles de route sont systématiquement établies à l'intention de tous les partenaires pour renforcer les approches intégrées de la prévention des violences et assurer la bonne coordination des services proposés aux enfants et aux personnes qui en ont la charge, en ne laissant personne de côté. La Représentante spéciale a noté que les systèmes de protection des enfants qui sont intégrés dans les plans de développement nationaux, avec des allocations budgétaires claires, sont ceux qui sont le plus susceptibles de contribuer véritablement à la protection des enfants contre les violences. Elle a également souligné qu'il fallait pleinement intégrer ces systèmes dans les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

8. Lors de ses visites de pays, la Représentante spéciale a trouvé encourageant que des engagements politiques aient été pris en faveur de la protection et du bien-être des enfants et elle a constaté avec satisfaction que l'accent était moins mis sur le coût de la prévention des violences, et davantage sur sa valeur en tant qu'investissement durable². De plus en plus d'États Membres prennent des mesures pour intégrer les droits et le bien-être des enfants dans les finances publiques et les cadres budgétaires. La Zambie, par exemple, a donné la priorité à une approche transversale en investissant dans la protection sociale et en consacrant davantage de ressources à ses programmes de transferts sociaux en espèces, d'assistance sociale, d'avancement économique des femmes et des ménages vulnérables, d'éducation gratuite et de repas scolaires. Au moment de l'établissement du présent rapport, elle estimait que le coût des violences équivalait à 6,4 % du produit intérieur brut (PIB) national. Au Lesotho, la Représentante spéciale a salué l'adoption du plan national de prévention et d'action face aux violences contre les enfants, accompagné d'un plan national quinquennal visant à réduire la violence contre les enfants de 75 % d'ici à 2028. Elle s'est également félicitée de l'inclusion d'un programme transversal sur les enfants et les adolescentes et les adolescents dans le plan de développement national pluriannuel du Brésil, élaboré par le Ministère de la planification et du budget en consultation avec les principales parties prenantes.

9. Dans chacune de ses visites de pays, la Représentante spéciale a souligné qu'il fallait prêter particulièrement attention au sort des enfants exposés à un risque élevé de violence. Elle s'est félicitée que la Thaïlande se soit fermement engagée à préférer des solutions de substitution à la privation de liberté pour les enfants déplacés et à

Fidji, Îles Salomon, Indonésie, Islande, Jamaïque, Jordanie, Lesotho, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Maroc, Mongolie, Philippines, République dominicaine, Tchad et Zambie.

² Les résultats obtenus dans ce domaine sont présentés par la Représentante spéciale dans son rapport au Conseil des droits de l'homme (A/HRC/55/58), par. 16 à 31.

mettre fin à l'apatridie. Le 9 juillet, le Gouvernement thaïlandais a pris une mesure importante en annonçant le retrait de sa réserve à l'article 22 de la Convention relative aux droits de l'enfant, étendant ainsi la protection des droits humains aux enfants réfugiés. La Représentante spéciale a également salué les réformes constitutionnelle et législative entreprises au Luxembourg pour garantir une justice adaptée aux enfants, notamment en prévoyant une action pluridisciplinaire face aux enfants en conflit avec la loi ainsi que pour les enfants victimes ou témoins de violences. Au Costa Rica, la Représentante spéciale a salué l'engagement pris par le Gouvernement en faveur d'une approche préventive, y compris l'autonomisation des communautés et l'instauration d'une culture de paix afin de lutter contre la violence armée et de garantir l'ordre public, notamment par la mise en place d'espaces adaptés aux enfants et aux adolescentes et adolescents. Lors de sa visite à Malte, la Représentante spéciale a évoqué les mesures fortes qui avaient été prises pour garantir la participation des enfants aux processus décisionnaires, notamment l'abaissement à 16 ans de l'âge minimum pour voter aux élections nationales et locales.

10. La Représentante spéciale veille à ce qu'il soit systématiquement donné suite aux recommandations et elle continue de prêter son concours aux États dans lesquels elle a effectué des visites au cours des dernières années. À cet égard, la Représentante spéciale s'est félicitée du processus engagé en Côte d'Ivoire pour définir un ensemble minimum de services afin de s'assurer que les enfants soient pleinement protégés, et elle a également salué le lancement par le Tchad de sa première politique nationale intégrée de protection de l'enfance, assortie d'un plan d'action axé sur les résultats. La Représentante spéciale continue de suivre avec la Grèce et la Roumanie les efforts qui sont en cours en matière de désincarcération. Elle a également salué le lancement par la République dominicaine d'un cadre stratégique visant à renforcer ses systèmes nationaux de protection de l'enfance, ainsi que la prise en compte de la question de la protection de l'enfance dans son plan national relatif au tourisme.

11. Pour mobiliser les États Membres, la Représentante spéciale tire notamment parti du rôle qu'elle joue, aux côtés de la Colombie, de la Suède, de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), en tant que coorganisatrice de la Conférence ministérielle mondiale sur l'élimination de la violence contre les enfants, qui se tiendra à Bogota les 7 et 8 novembre 2024. Cette conférence sera une occasion unique de réunir des États et d'autres parties prenantes clés, y compris des enfants et des survivants venus de diverses régions du monde, afin d'accélérer la réalisation du Programme 2030.

12. À la demande du Conseil d'administration de l'ancien Partenariat mondial pour l'élimination de la violence envers les enfants, la Représentante spéciale dirige, depuis janvier 2024, le groupe de travail sur les pays pionniers. Il y a déjà 38 pays pionniers, et d'autres ont manifesté leur souhait de les rejoindre³. L'initiative des pays pionniers visant à mettre fin aux violences faites aux enfants a été repensée pour redéfinir les échanges avec les pays pionniers et faire en sorte qu'ils s'approprient l'initiative et que ce soient eux qui la dirigent, en étroite collaboration avec le système des Nations Unies, la société civile et d'autres parties prenantes clés. Des consultations et des ateliers avec les pays pionniers et d'autres acteurs clés sont en cours afin de définir, de manière participative, une feuille de route permettant l'accélération et le suivi des actions visant à mettre fin aux violences contre les

³ Afrique du Sud, Arménie, Botswana, Brésil, Burkina Faso, Cambodge, Canada, Colombie, Côte d'Ivoire, El Salvador, Éthiopie, Finlande, France, Géorgie, Guinée, Honduras, Indonésie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Mexique, Mongolie, Monténégro, Namibie, Nigeria, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Sri Lanka, Suède, Zambie et Zimbabwe. Au mois de juillet 2024, trois autres pays avaient manifesté le souhait de rejoindre les pays pionniers dans leurs efforts renouvelés.

enfants, ainsi qu'un dispositif d'application du principe de responsabilité pour garantir l'efficacité et la crédibilité du processus. La nouvelle initiative des pays pionniers visant à mettre fin aux violences contre les enfants sera lancée à la Conférence ministérielle mondiale sur l'élimination de la violence contre les enfants, en novembre 2024.

13. Tout en promouvant une action globale et des investissements durables pour lutter contre toutes les formes de violence et leurs causes dans le cadre de ses échanges avec les États Membres, la Représentante spéciale s'est concentrée sur des domaines spécifiques particulièrement préoccupants, comme souligné dans ses récents rapports à l'Assemblée et au Conseil des droits de l'homme. Elle a continué à promouvoir et à défendre l'adoption et l'application de lois sur le climat et de politiques d'atténuation qui tiennent compte des besoins des enfants, avec des ressources et un dispositif de suivi adéquats⁴. En ce qui concerne la protection des enfants dans la sphère numérique, la Représentante spéciale continue d'insister sur le fait que des cadres juridiques et réglementaires solides doivent être en place pour garantir la protection des enfants et le respect de leur vie privée en ligne⁵. Elle a également souligné qu'il faut protéger les enfants contre toutes les formes de violence dans le contexte des voyages et du tourisme⁶.

14. Compte tenu de l'ampleur sans précédent des déplacements d'enfants dans le monde, la Représentante spéciale a axé son dernier rapport au Conseil des droits de l'homme sur la nécessité d'assurer de manière continue la protection des enfants en déplacement en temps de crise⁷. Au cours de ses visites de pays et lors de forums régionaux et internationaux, notamment lors du Forum mondial sur les réfugiés de 2023, la Représentante spéciale a salué les engagements spécifiques pris par les États pour assurer la protection des enfants en déplacement et de leurs droits, ainsi que leurs annonces de contribution. Il s'agit notamment de mettre fin aux placements d'enfants migrants en détention ; d'assurer l'accès aux services et aux documents d'identité ; de protéger les enfants contre les violences, la discrimination, l'exploitation et la traite ; et de faire en sorte que les enfants puissent faire entendre leur voix dans la recherche de solutions durables.

Concertation régionale

15. La Représentante spéciale a continué d'élargir et de renforcer ses échanges et sa collaboration avec les organisations régionales et sous-régionales, notamment en participant à des activités de plaidoyer de haut niveau, en leur apportant un soutien technique et des conseils et en créant des liens entre les organisations régionales.

16. La Représentante spéciale a travaillé en étroite collaboration avec la Commission de l'Union africaine pour élaborer des orientations visant à mettre fin aux mariages d'enfants et à d'autres pratiques néfastes et assurer la protection des enfants, ainsi que pour préparer la Conférence internationale sur les mutilations génitales féminines, qui s'est tenue du 9 au 11 octobre 2023. Elle a également soutenu le lancement de la première plateforme participative de l'Union africaine pour les enfants, un espace interactif où les enfants et les jeunes peuvent prendre part aux processus décisionnaires de l'Union africaine sur les questions des violences faites aux enfants et des violences de genre.

17. La Représentante spéciale a continué à collaborer avec la Commission de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) pour la promotion et la

⁴ [A/77/221](#).

⁵ [A/HRC/52/61](#).

⁶ [A/78/214](#).

⁷ [A/HRC/55/58](#).

protection des droits des femmes et des enfants en ce qui concerne le suivi de la mise en œuvre du plan d'action régional de l'ASEAN pour l'élimination de la violence à l'égard des enfants (2016-2025) et l'élaboration du prochain plan régional. Elle a insisté sur la nécessité d'assurer à la fois la connectivité des enfants et leur protection en ligne, notamment lors de ses prises de parole au deuxième forum de l'ASEAN sur l'informatique et les communications, consacré à la question de la protection des enfants en ligne, qui s'est tenu les 23 et 24 novembre 2023.

18. Dans le cadre du soutien qu'elle apporte à la mise en œuvre de la stratégie de l'Union européenne sur les droits de l'enfant, adoptée en 2021, la Représentante spéciale a contribué à l'élaboration de la recommandation de la Commission européenne sur le développement et le renforcement des systèmes intégrés de protection de l'enfance dans l'intérêt supérieur de l'enfant et à la conception de la plateforme de l'Union européenne pour la participation des enfants. Elle a également salué l'initiative de la Garantie européenne pour l'enfance, qui a pour but de s'assurer que tous les enfants menacés par la pauvreté en Europe aient accès aux services essentiels. En tant qu'observatrice du Comité directeur du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant, elle a continué à plaider pour que les États membres du Conseil investissent dans des services intégrés et intersectoriels pour les enfants et les familles. La Représentante spéciale a également continué à collaborer avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe dans le cadre de la lutte contre la traite des enfants.

19. La Représentante spéciale a participé en juillet 2024 à une audition organisée par la Commission interaméricaine des droits de l'homme sur les répercussions des châtimements corporels sur les droits des enfants dans les Caraïbes, qui a été l'occasion d'un échange de vues avec des enfants et des jeunes. Elle a également poursuivi son dialogue avec le Bureau régional de l'UNICEF pour l'Amérique latine et les Caraïbes et son réseau de bureaux de pays dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes pour qu'il soit mis fin aux violences contre les enfants.

20. La Représentante spéciale a poursuivi sa collaboration active avec l'Arab Council for Childhood Development, avec lequel elle a examiné les priorités pour les enfants dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, en mettant en particulier l'accent sur la nécessité d'investir dans les enfants et la promotion de l'égalité des genres. Elle a également participé à une réunion régionale sur les effets des changements climatiques sur le travail des enfants dans la région arabe lors de la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, en décembre 2023.

Parlements, institutions nationales des droits humains et médiateurs et médiatrices

21. La Représentante spéciale s'entretient systématiquement avec les parlementaires lors de ses visites de pays, en insistant sur le rôle clé qu'ils ont à jouer en ce qui concerne la supervision de la mise en œuvre des politiques, la législation et les dépenses relatives aux services sociaux pour les enfants et les familles, ainsi que dans la réalisation du Programme 2030. Les institutions nationales des droits humains et les médiateurs et médiatrices pour les droits de l'enfant jouent aussi un rôle crucial pour assurer un contrôle et un suivi efficaces des mesures prises. À cet égard, la Représentante spéciale a souligné qu'il fallait veiller à ce que l'action menée soit conforme aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (les Principes de Paris) et aux observations générales du Comité des droits de l'enfant. Lors de toutes ses visites de pays, elle insiste pour que soient créées ou renforcées des institutions nationales des droits humains et pour que leur indépendance soit garantie. La Représentante spéciale

fournit systématiquement un soutien technique à ces institutions et elle partage avec elles les bonnes pratiques et les met en relation avec leurs homologues dans d'autres États afin de garantir que les mécanismes de plainte et d'enquête soient adaptés aux enfants et pleinement accessibles à tous les enfants. Au cours de la période considérée, elle s'est également entretenue avec les institutions nationales des droits humains, sous l'égide de l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme, au sujet du rôle que celles-ci doivent jouer pour protéger les enfants à risque et les enfants marginalisés contre les privations de liberté, les tortures et d'autres mauvais traitements.

Système des Nations Unies et organisations internationales

22. En tant que Présidente du Groupe de travail interinstitutions sur la violence contre les enfants, la Représentante spéciale a élargi la composition du Groupe de travail au Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et à l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), soulignant ainsi qu'il existe une intersectionnalité entre violences contre les enfants et violences de genre. Elle a également renforcé le rôle joué par le Groupe de travail dans l'initiative renouvelée des pays pionniers visant à mettre fin aux violences contre les enfants, ainsi que dans le cadre des préparatifs de la Conférence ministérielle mondiale sur l'élimination de la violence contre les enfants, qui se tiendra en novembre 2024.

23. En sa qualité de Présidente de l'équipe spéciale des Nations Unies chargée de l'étude mondiale sur les enfants privés de liberté, la Représentante spéciale travaille en étroite collaboration avec les États Membres, le Groupe des organisations non gouvernementales (ONG) participant aux travaux sur les enfants privés de liberté, les universitaires et d'autres parties prenantes pour trouver, diffuser et promouvoir des solutions alternatives à la privation de liberté qui soient fondées sur les droits de l'enfant. À cet égard, en février 2024, l'équipe spéciale a lancé une note de sensibilisation appelant à l'arrêt des placements en détention des enfants migrants⁸. La Représentante spéciale coordonne l'élaboration par l'équipe spéciale d'une note de sensibilisation sur la question de la privation de liberté des enfants pour des raisons de sécurité nationale, qui mettra en évidence les bonnes pratiques en matière de rapatriement et de réintégration dans ce contexte. La Représentante spéciale a également demandé aux États de faciliter la libération et le rapatriement des enfants détenus dans les camps de Hol et de Roj, dans le nord-est de la République arabe syrienne, et elle leur a prêté son concours à cet égard, en étroite coopération avec les équipes régionales et les équipes de pays des Nations Unies.

24. La Représentante spéciale a continué à coprésider le Groupe interinstitutions de coordination contre la traite des personnes avec l'Organisation internationale pour les migrations, en faisant de la protection des enfants une priorité transversale des travaux du Groupe de coordination. En novembre 2023, les membres du Groupe de coordination ont lancé un appel à une action accélérée d'ici à 2025 pour prévenir et faire cesser la traite des enfants, en proposant aux États et aux autres parties prenantes de mener 10 actions prioritaires, avec l'aide du Groupe de coordination.

25. La Représentante spéciale a encore renforcé sa collaboration avec la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés. Elles ont toutes deux poursuivi leurs efforts communs de sensibilisation et continué de coordonner leur action en lien avec la protection des enfants contre les violences auxquelles ils sont exposés avant, pendant et après les conflits, et celle des enfants qui fuient les conflits. La Représentante spéciale chargée

⁸ Voir <https://violenceagainstchildren.un.org/end-immigration-detention-of-children>.

de la question de la violence contre les enfants a également poursuivi son étroite coopération avec la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, notamment en participant activement à la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit.

26. La Représentante spéciale travaille en étroite coordination avec le Département des affaires économiques et sociales et les commissions régionales pour veiller à ce que la protection et le bien-être des enfants soient des dimensions essentielles de la réalisation du Programme 2030 et des objectifs, y compris dans le cadre du processus des examens nationaux volontaires et du forum politique de haut niveau pour le développement durable. Elle a également poursuivi son étroite collaboration avec les coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les équipes régionales et équipes de pays dans le cadre des préparatifs menés en vue des visites de pays et des examens nationaux volontaires et des mesures prises pour y donner suite.

27. La Représentante spéciale a continué de coopérer étroitement avec le Comité des droits de l'enfant, le Conseil des droits de l'homme, les titulaires de mandat au titre d'une procédure spéciale et les équipes chargées de l'examen périodique universel. Elle a notamment encouragé la prise en compte des résultats pertinents de l'examen périodique universel – en particulier en lien avec les recommandations acceptées par les États – dans le cadre des efforts visant à mettre fin à la violence contre les enfants et à accélérer la réalisation du Programme 2030.

28. La Représentante spéciale a approfondi sa collaboration avec la Banque mondiale, tant au niveau mondial que dans le cadre de ses visites de pays, autour de la promotion de la protection et du bien-être des enfants en tant qu'élément clé du développement du capital humain. Le Groupe de la Banque mondiale soutient la mise au point de la boîte à outils qui doit permettre d'évaluer les coûts économiques de la violence contre les enfants et le retour sur investissement des mesures de prévention des violences, comme indiqué plus haut.

29. La Représentante spéciale et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime suivent de près la mise en œuvre de leur stratégie commune visant à lutter contre les privations de liberté imposées à des enfants au nom de la sécurité nationale ou de la lutte contre le terrorisme, à éliminer la traite des enfants, à protéger les enfants en déplacement et à obtenir que des réglementations soient adoptées pour le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) et que les entreprises du secteur soient mises face à leurs responsabilités. La protection des enfants en ligne a également joué un rôle central dans la collaboration de la Représentante spéciale avec l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies, notamment dans le contexte du Pacte numérique mondial et des travaux en cours de l'Organisation des Nations Unies sur la gouvernance de l'intelligence artificielle.

30. Plus de 30 organisations partenaires, dont des entités du système des Nations Unies, des acteurs du secteur privé, des organisations de la société civile, des services d'assistance en ligne pour les enfants et des institutions universitaires, ont rejoint l'initiative menée par la Représentante spéciale et l'Union internationale des télécommunications pour la protection par la participation en ligne. S'appuyant sur les données recueillies par les services d'assistance en ligne de 83 pays qui prodiguent des conseils en ligne aux enfants, les partenaires de l'initiative ont élaboré des principes directeurs à l'intention des services d'assistance en ligne pour les enfants. Ces principes et recommandations encouragent une utilisation sûre des systèmes de protection en ligne pour venir en aide aux enfants et comportent des orientations en ce qui concerne la connectivité, l'inclusivité et l'accessibilité de services de protection en ligne sûrs. Des informations ont été recueillies auprès des plateformes en ligne dans le cadre de l'initiative afin de comprendre le comportement des enfants

qui cherchent de l'aide sur ces plateformes et elles sont exploitées pour établir des principes et des recommandations à l'intention du secteur dans ce domaine.

Secteur privé

31. La Représentante spéciale a poursuivi sa collaboration avec le secteur des TIC en général. En coopération avec des alliances du secteur et des alliances multipartites de premier plan, telles que Tech Coalition et l'Alliance mondiale « WeProtect », elle a poursuivi ses activités de sensibilisation pour assurer un accès équitable des enfants à un environnement numérique sûr et obtenir que des mesures soient prises pour que les produits et plateformes en ligne garantissent obligatoirement la sécurité des enfants dès la phase de conception.

32. À la suite de son rapport à l'Assemblée générale sur la protection des enfants dans le cadre des voyages et du tourisme, la Représentante spéciale a redemandé au World Travel and Tourism Council et à d'autres acteurs clés du secteur privé de placer la protection des enfants au cœur du programme pour la durabilité du secteur⁹. À cette fin, elle a facilité la création d'un groupe de travail réunissant le World Travel and Tourism Council, la société civile et des responsables du secteur pour qu'ils puissent identifier et partager les bonnes pratiques et élaborer une stratégie de plaidoyer commune. Ce groupe de travail a été élargi pour inclure, en plus des entreprises traditionnellement associées au secteur des voyages et du tourisme, les plateformes commerciales touristiques et les plateformes de réservation en ligne, entre autres.

Société civile, organisations d'inspiration religieuse et chefs coutumiers

33. La Représentante spéciale a continué de travailler en concertation avec les organisations de la société civile de portée mondiale qui sont basées à New York et à Genève, ainsi qu'avec les organisations œuvrant aux niveaux régional et national. Au cours de la période considérée, elle a notamment poursuivi ses consultations liées à l'initiative des pays pionniers visant à mettre fin à la violence contre les enfants et aux préparatifs de la Conférence ministérielle mondiale sur l'élimination de la violence contre les enfants. La Représentante spéciale a également mené des activités de plaidoyer conjointes avec les partenaires de la société civile, en se coordonnant étroitement avec eux dans le cadre des préparatifs et de l'organisation des visites de pays. À cet égard, elle s'est attachée à élargir le Civil Society Network avec lequel son Bureau travaille pour qu'il inclue des organisations œuvrant au niveau national et des organisations dirigées par des enfants et des jeunes.

34. La Représentante spéciale s'entretient systématiquement avec les autorités religieuses et les responsables locaux, compte tenu de leur rôle clé dans la lutte contre les violences faites aux enfants. Elle a été reçue en audience par le pape François le 18 mars 2024 et a ainsi eu l'occasion d'aborder avec lui les questions qui les préoccupent tous deux, telles que la nécessité urgente de lutter contre la pauvreté et de protéger les enfants de la violence dans leur cercle de confiance, lorsqu'ils sont en déplacement et dans la sphère, entre autres contextes. Elle a continué à souligner qu'il est important de documenter et de diffuser des exemples d'actions menées par des chefs religieux et des organisations d'inspiration religieuse, en particulier lors des préparatifs du sixième Forum du Réseau mondial des religions en faveur des enfants, qui se tiendra à Abou Dhabi en novembre 2024. La Représentante spéciale est membre du comité d'organisation de ce Forum, qui réunira des leaders de diverses traditions religieuses et spirituelles afin d'identifier les mesures clés nécessaires pour garantir un monde durable, sûr et sécurisé pour et avec les enfants.

⁹ [A/78/214](#).

35. Lors de ses visites de pays et de ses engagements régionaux, la Représentante spéciale continue de souligner le rôle des chefs coutumiers dans la remise en question des normes sociales qui tolèrent ou favorisent la violence, telles que les mutilations génitales féminines et les mariages d'enfants. Lors de sa visite de pays en Zambie, par exemple, la Représentante spéciale a rendu visite à d'éminents chefs coutumiers, le chef Mukuni et la reine Mukuni, qui cherchent à interdire purement et simplement les mariages d'enfants, et elle s'est félicitée de l'adoption et de la mise en œuvre par la Chambre des chefs de Zambie de l'Appel à l'action de 2023 visant à mettre fin au mariage d'enfants d'ici à 2030 en Zambie.

Concertations avec les enfants et les jeunes

36. Assurer la participation réelle des enfants est une priorité transversale pour la Représentante spéciale. Elle et son équipe ont parlé directement de multiples questions avec plus de 1 200 enfants originaires de toutes les régions lors de visites nationales et régionales, et dans le cadre de diverses manifestations, notamment lors de ses séances d'information avec les enfants en marge des réunions du Conseil des droits de l'homme et de l'Assemblée générale. Au cours de l'année écoulée, elle a joué un rôle particulièrement important en facilitant les dialogues intergénérationnels entre les décideurs politiques, les enfants et les jeunes sur le thème de la protection des enfants en déplacement, en marge des réunions du Conseil des droits de l'homme et lors du Forum mondial sur les réfugiés.

37. La Représentante spéciale a continué à promouvoir une participation éthique et réelle des enfants aux processus décisionnaires aux niveaux mondial, régional et national, en insistant sur la nécessité de veiller à ce qu'ils soient correctement représentés et de respecter les normes les plus strictes en matière de protection de l'enfance. Elle travaille en étroite collaboration avec le Sous-Secrétaire général aux affaires de la jeunesse à cet égard, étant donné la complémentarité de leurs mandats en ce qui concerne la participation des adolescents et adolescentes. La Représentante spéciale a également encouragé l'adoption de bonnes pratiques dans ce domaine en prodiguant des conseils en vue du développement de ressources adaptées aux enfants, qui sont mis à profit par les États et d'autres parties prenantes. Elle a également continué à développer des ressources adaptées aux enfants pour leur donner accès à l'information, notamment en produisant des versions de ses rapports au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale qui leur soient adaptées, ainsi qu'en mettant au point des infographies sur des formes spécifiques de violence.

III. Quinze ans après : bilan des progrès accomplis et des difficultés rencontrées

38. L'année 2024 marque le quinzième anniversaire de la nomination de la première Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants, conformément au mandat donné par l'Assemblée générale à la suite de l'étude des Nations Unies sur la violence contre les enfants, publiée en 2006¹⁰. Une des principales tâches dans le cadre de ce mandat consiste à donner suite aux résultats de l'étude et aux recommandations qui y ont été formulées.

39. Cette étude était la première à donner une vue d'ensemble de l'ampleur et de la nature des violences contre les enfants dans le monde. Elle comprenait des recommandations sur les moyens de lutter contre la pandémie de violence contre les enfants et de prévenir ses conséquences dévastatrices, qui durent souvent toute la vie.

¹⁰ A/61/299. Voir également www.ohchr.org/en/treaty-bodies/crc/united-nations-study-violence-against-children.

Ces recommandations avaient trait notamment au renforcement de la mobilisation et de l'action, à la nécessité de donner la priorité à la prévention, à la participation des enfants et à l'amélioration de la collecte de données. L'étude a également recensé les contextes dans lesquels la violence contre les enfants se produisait et proposé des mesures permettant de mettre fin à la violence dans chacun de ces contextes : le cercle de confiance, les écoles et autres milieux éducatifs, les services de santé et l'appareil de justice, le lieu de travail et la communauté. L'étude est venue jeter la lumière sur un problème mondial qui était caché, non signalé ou dont la gravité était sous-estimée.

40. L'étude a servi de base à l'engagement pris en 2015 de mettre fin aux violences contre les enfants d'ici à 2030 dans le cadre du Programme 2030, notamment l'engagement pris au titre de la cible 16.2 de mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants, ainsi que d'autres cibles liées aux différentes formes et moteurs de la violence¹¹. L'étude mondiale des Nations Unies sur les enfants privés de liberté (2019) est venue compléter l'étude des Nations Unies sur la violence contre les enfants. L'Assemblée générale a également donné pour mandat à la Représentante spéciale de soutenir les États Membres dans la réalisation du Programme 2030 et d'assurer le suivi de l'étude mondiale des Nations Unies sur les enfants privés de liberté¹².

41. À six ans de l'échéance fixée pour la réalisation des objectifs de développement durable, la Représentante spéciale fait le point, dans le présent rapport, sur les difficultés qui persistent ou voient le jour, les mesures prises jusqu'ici et les occasions à saisir pour tenir la promesse d'un monde exempt de violence à l'égard des enfants d'ici à 2030. Elle remercie les États Membres¹³, l'Organisation des Nations Unies (y compris l'Innocenti-Centre mondial de la recherche et de la prospective de l'UNICEF), les organisations régionales, la société civile et les enfants, qui ont contribué à l'établissement du présent rapport et aux exemples donnés dans la présente section à titre d'illustration.

A. Aggravation de la vulnérabilité des enfants et de leur exposition aux violences dans le monde entier

42. Partout dans le monde, la vulnérabilité des enfants face à la violence ne cesse de s'accroître en raison de crises multiples aux effets conjugués, qu'il s'agisse de l'augmentation de la pauvreté, des inégalités sociales et économiques, des déplacements forcés, des conflits, des changements climatiques, de l'insécurité alimentaire, de la violence généralisée, de l'instabilité politique ou de l'évolution des formes de criminalité organisée à l'échelle nationale et transnationale. Les vulnérabilités qui existaient déjà s'aggravent et de nouvelles formes voient le jour. Ce sont les enfants qui étaient déjà souvent laissés pour compte qui sont les plus touchés : les enfants en déplacement, en particulier ceux qui ne sont pas accompagnés et sont séparés de leur famille ; les enfants apatrides ; les enfants placés en institution ; les filles ; les enfants ayant un handicap ; les enfants issus de minorités ethniques ou linguistiques ; les enfants autochtones ; les enfants en situation de rue ;

¹¹ Voir <https://violenceagainstchildren.un.org/sites/violenceagainstchildren.un.org/files/documents/publications/vnr-report-2023.pdf>.

¹² Résolutions 73/155 et 76/147.

¹³ En réponse à une note verbale de la Représentante spéciale datée du 13 mai 2024, des contributions ont été reçues des pays suivants : Andorre, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Burkina Faso, Canada, Chypre, Équateur, Grèce, Israël, Japon, Liban, Luxembourg, Panama, Pologne, Qatar, Roumanie, Slovaquie, République arabe syrienne et Turquie.

les enfants vivant dans la pauvreté ; et les enfants vivant dans des zones touchées par des conflits ou dans des contextes humanitaires, entre autres.

43. Dans le monde, 333 millions d'enfants vivent dans l'extrême pauvreté, et près d'un milliard dans une pauvreté multidimensionnelle¹⁴. Les pays les plus riches au monde ne sont pas épargnés, puisque plus d'un enfant sur cinq y vit dans la pauvreté¹⁵. Si les niveaux de faim et d'insécurité alimentaire dans le monde se sont stabilisés en 2022, 148 millions d'enfants de moins de 5 ans ont souffert d'un retard de croissance¹⁶. En outre, le nombre d'enfants non scolarisés dans le monde a augmenté de 6 millions depuis 2021 et s'élève désormais à 250 millions¹⁷.

44. À la fin de 2022, plus de 450 millions d'enfants – 1 sur 6 – vivaient dans une zone de conflit, soit plus que jamais en 20 ans¹⁸. D'après les estimations du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le nombre de personnes déplacées par la force devrait dépasser les 120 millions à la fin du mois d'avril 2024, dont 40 % d'enfants¹⁹. La crise climatique demeure un multiplicateur de risques en ce qui concerne les violences contre les enfants, avec environ 1 milliard d'enfants désormais très susceptibles d'être touchés par les changements climatiques²⁰.

45. La violence armée, alimentée par la circulation des armes, la criminalité organisée et l'aggravation des disparités sociales, fait payer un lourd tribut aux enfants. Environ 15 % des victimes d'homicides étaient des enfants en 2021. Les Amériques sont confrontées à un risque plus élevé d'homicides intentionnels que toute autre région, avec un taux estimatif de 15 victimes d'homicide pour 100 000 habitants, soit plus qu'en Afrique (12,7), en Océanie (2,9), en Asie (2,3) et en Europe (2,2). Entre 2019 et 2021, les homicides représentaient environ cinq fois plus de décès que les conflits armés et 20 fois plus de décès que le terrorisme²¹.

46. Il existe une fracture numérique persistante dans l'accès à Internet. Toutefois, la connectivité accrue et l'évolution rapide de la technologie ont exposé davantage d'enfants au risque de subir des violences en ligne. Au cours des 12 derniers mois, environ 300 millions d'enfants ont été victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles en ligne²². Les nouvelles technologies et les technologies en cours de développement, telles que l'intelligence artificielle générative, présentent de nouveaux risques pour la sécurité des enfants en ligne. Pas moins de 15 % des enfants dans le monde se disent victimes de cyberharcèlement²³. Comme l'a souligné la Représentante spéciale dans un rapport qu'elle a soumis au Conseil des droits de l'homme sur la protection des enfants en ligne, il existe de graves motifs de préoccupation concernant d'autres formes de préjudice en ligne, notamment l'exposition à des contenus violents et sexuels, les messages encourageant au suicide ou à des comportements autodestructeurs, les discours de haine, la discrimination, le racisme et la xénophobie, la criminalité organisée et la circulation des armes, la traite facilitée par la technologie

¹⁴ Voir <https://www.unicef.org/social-policy/child-poverty>.

¹⁵ Voir <https://unric.org/en/over-1-in-5-children-live-in-poverty-in-40-of-worlds-richest-countries/>.

¹⁶ *The Sustainable Development Goals Report 2024* (publication des Nations Unies, 2024). Consultable à l'adresse <https://unstats.un.org/sdgs/report/2024/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2024.pdf>.

¹⁷ Voir <https://www.unesco.org/en/articles/250-million-children-out-school-what-you-need-know-about-unescos-latest-education-data>.

¹⁸ Voir www.ohchr.org/en/speeches/2022/07/children-affected-armed-conflict-and-violence.

¹⁹ Voir <https://www.unhcr.org/sites/default/files/2024-06/global-trends-report-2023.pdf>.

²⁰ Voir <https://violenceagainstchildren.un.org/news/the-climate-crisis-and-violence-against-children>.

²¹ Voir https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/gsh/2023/GSH23_ExSum.pdf.

²² Voir <https://intothehighlight.childlight.org/executive-summary.html>.

²³ Voir <https://www.who.int/publications/i/item/9789240062061>.

et le recrutement dans des groupes criminels, armés ou extrémistes violents, entre autres²⁴.

47. Les violences physiques, émotionnelles ou sexuelles faites aux enfants sont dans de nombreux cas perpétrées par des personnes en qui ils ont confiance, notamment leurs parents ou les personnes qui en ont la charge, des pairs, des voisins, des enseignants ou d'autres membres de la communauté. Dans plus d'un tiers des pays, au moins 5 % des jeunes femmes ont déclaré avoir subi des violences sexuelles pendant leur enfance²⁵. Au niveau mondial, environ une adolescente sur cinq a subi des violences récentes au sein du couple²⁶. Les méthodes disciplinaires violentes subies par des enfants aux mains des personnes qui en ont la charge restent la forme de violence la plus courante. Près de 400 millions d'enfants de moins de 5 ans dans le monde – soit 6 enfants sur 10 dans ce groupe d'âge – subissent régulièrement des agressions psychologiques ou des châtiments corporels à la maison²⁷.

48. Les pratiques néfastes marquent le pas, mais pas à un rythme aussi rapide que celui de la croissance démographique. D'après les estimations disponibles, 640 millions des filles et des femmes qui vivent aujourd'hui dans le monde ont été mariées pendant leur enfance²⁸. Des progrès ont été accomplis : les données les plus récentes montrent qu'à l'heure actuelle, une fille sur cinq est mariée avant l'âge de 18 ans, contre une sur quatre il y a 25 ans, et que 68 millions de mariages d'enfants ont été évités au cours de cette période. Par ailleurs, plus de 230 millions de filles et de femmes ont subi des mutilations génitales féminines. Si certains pays ont accompli des progrès pour éliminer cette pratique, les nouvelles estimations font état d'une augmentation de 30 millions de cas par rapport à il y a huit ans²⁹.

49. On estime que 246 millions de filles et de garçons sont victimes de violence à l'école ou autour de l'école³⁰. Environ un élève sur trois âgé de 13 à 15 ans est victime de harcèlement, et un élève sur trois également fait l'expérience de bagarres physiques³¹. Les violences sexuelles et fondées sur le genre atteignent toujours des niveaux alarmants, enracinées dans les inégalités et stéréotypes de genre. Les différentes formes de violence scolaire sont liées entre elles et s'inscrivent dans un continuum de la violence qui passe par le foyer, la communauté et la sphère numérique.

50. On observe des tendances inquiétantes en ce qui concerne les placements d'enfants en détention, accusant un bond quantitatif de 29 enfants pour 100 000 dans le monde en 2020³² à 36 pour 100 000 en 2022, malgré une légère baisse enregistrée en 2023 (30 enfants pour 100 000)³³. D'après les estimations de l'UNICEF, 105 enfants sur 100 000 étaient toujours placés en institution dans le monde en mai 2023, un taux qui grimpe à 232 enfants sur 100 000 en Europe et en Asie centrale³⁴.

²⁴ A/HRC/52/61.

²⁵ Voir <https://data.unicef.org/topic/child-protection/violence/sexual-violence/#:~:text=In%20more%20than%20one%2Dthird,unsettling%20of%20children's%20rights%20violations>.

²⁶ Voir <https://data.unicef.org/topic/gender/intimate-partner-violence/>.

²⁷ Voir <https://data.unicef.org/topic/child-protection/violence/violent-discipline/>.

²⁸ *The Sustainable Development Goals Report 2024*.

²⁹ Ibid.

³⁰ Voir <https://www.safetolearncoalition.org/media/431/file/STL-Call-to-Action-2023.pdf>.

³¹ Voir <https://www.unesco.org/en/health-education/safe-learning-environments>.

³² Voir https://data.unicef.org/wp-content/téléversement/2021/11/Children-in-detention_Estimating-the-number-of-children-deprived-of-liberty_2021.pdf.

³³ Voir <https://data.unicef.org/topic/child-protection/justice-for-children/#:~:text=Worldwide%2C%20there%20are%20an%20estimated,at%2019%20per%20100%2C000%20children>.

³⁴ Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), « In focus: ending the placement en institution of children and keeping families together », (Bureau régional de l'UNICEF pour l'Europe et l'Asie centrale, Genève, 2024) (à paraître).

51. À l'heure actuelle, 160 millions d'enfants sont touchés par le travail des enfants, soit près d'un enfant sur dix dans le monde³⁵. Selon l'Organisation internationale du Travail (OIT), chaque jour, 3,3 millions d'enfants sont contraints d'effectuer un travail forcé, dont 1,7 million d'enfants victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales, et nombre d'entre eux ont probablement fait l'objet de traite³⁶. Dans l'ensemble, les enfants représentent 35 % de toutes les victimes connues de la traite de personnes – 18 % de filles et 17 % de garçons – bien que ce chiffre ne reflète probablement pas l'ampleur réelle du phénomène, tous les cas n'étant pas déclarés³⁷.

B. Des coûts humain et économique énormes

52. Les violences continuent de coûter aux enfants leur vie, leur bien-être et leur avenir. Les milliers d'enfants avec lesquels la Représentante spéciale s'est entretenue directement depuis qu'elle a pris ses fonctions soulignent systématiquement, par exemple, les répercussions dévastatrices de la violence sur leur santé mentale. Leurs témoignages corroborent les résultats de la recherche qui montrent que l'expérience de la violence augmente les risques de dépression, de troubles de stress post-traumatique, de troubles de la personnalité émotionnellement labile, d'anxiété, de troubles du comportement, ainsi que de suicides et de tentatives de suicide³⁸. Le suicide est la quatrième cause de décès chez les jeunes âgés de 15 à 19 ans. Chaque année, près de 46 000 enfants âgés de 10 à 19 ans mettent fin à leurs jours, soit environ 1 toutes les 11 minutes³⁹.

53. Il est par ailleurs avéré qu'outre leurs effets sur leur santé mentale, les violences physiques, émotionnelles et sexuelles subies dans l'enfance augmentent les risques de traumatisme, de handicap, de VIH et d'autres infections sexuellement transmissibles, de grossesse précoce, de problèmes de santé procréative et de maladies transmissibles et non transmissibles⁴⁰. Les retards de développement cognitif, les mauvais résultats scolaires et l'abandon scolaire, la délinquance et la violence, y compris la violence dans les fréquentations et la violence au sein du couple, ont des répercussions durables et intergénérationnelles. En outre, les enfants victimes de violences risquent de ne pas atteindre leur plein potentiel en matière d'éducation et de santé, ce qui peut limiter leurs revenus et leur productivité futurs.

54. Outre son coût humain, la violence contre les enfants fait peser un lourd fardeau économique sur tous les pays, quels que soient le niveau de revenu, la région ou le contexte culturel. Les gouvernements doivent assumer des coûts directs des mesures prises pour remédier aux effets de la violence sur la santé des victimes à court et à long terme, ainsi que les coûts connexes associés à l'action menée par les services de protection de l'enfance et les appareils judiciaires pour assurer la réadaptation des victimes et traduire en justice les coupables⁴¹. Les coûts économiques de la violence dans différents environnements et contextes sont de mieux en mieux connus. Par

³⁵ Voir <https://www.un.org/fr/observances/world-day-against-child-labour>.

³⁶ Voir https://icat.un.org/sites/g/files/tmzbd1461/files/publications/call_to_action_on_child_trafficking_7.pdf.

³⁷ Voir www.unodc.org/unodc/en/human-trafficking/Webstories2023/unodc-shines-spotlight-on-causes-and-impact-of-child-trafficking.html.

³⁸ Soussan D. Hillis, James A. Mercy et Janet R. Saul, « The enduring impact of violence against children », *Psychology, Health & Medicine*, vol. 22, n° 4 (2016).

³⁹ Voir UNICEF, *La situation des enfants dans le monde 2021 - Dans ma tête : Promouvoir, protéger et prendre en charge la santé mentale des enfants* (New York, 2021). Consultable à l'adresse <https://www.unicef.org/fr/rapports/situation-enfants-dans-le-monde-2021>.

⁴⁰ Voir <https://iris.who.int/bitstream/handle/10665/207717/9789241565356-eng.pdf?sequence=1>.

⁴¹ Voir https://violenceagainstchildren.un.org/sites/violenceagainstchildren.un.org/files/documents/publications/violence-prevention_dividend_final.pdf.

exemple, dans un rapport publié par le Groupe de la Banque mondiale sur la violence à l'école et autour de l'école, la perte de revenus nets tout au long de la vie est estimée à 11 000 milliards de dollars⁴². D'après les résultats d'un rapport de synthèse mondial sur les répercussions économiques des mariages d'enfants, l'élimination des mariages d'enfants pourrait représenter un gain de 566 milliards de dollars par an à compter de 2030⁴³.

55. D'après les données recueillies par la Représentante spéciale dans le cadre de son examen des raisons d'investir dans des services intégrés de protection de l'enfance, les coûts direct et indirect globaux de la violence pourraient représenter jusqu'à 10,96 % du PIB national selon les estimations nationales. On peut mieux prendre la mesure du phénomène lorsqu'on compare ces chiffres au montant total des dépenses gouvernementales en matière de santé, par exemple : la violence contre les enfants a un coût annuel supérieur au montant des dépenses gouvernementales annuelles de santé dans plusieurs pays, jusqu'à six fois plus dans certains cas⁴⁴.

C. De nombreuses promesses, de nombreuses mesures, mais des progrès qui laissent encore à désirer

56. De nombreuses promesses ont été faites et de nombreuses mesures ont été prises en vue de l'élimination de la violence contre les enfants. La présente section met en lumière les avancées importantes qui ont été réalisées et les difficultés qui subsistent à cet égard. Elle s'appuie sur les contributions des États Membres, des partenaires des Nations Unies et de la société civile, ainsi que sur des évaluations clés, telles que le rapport du Bureau de la Représentante spéciale, intitulé « *Keeping the Promise: Ending Violence Against Children by 2030* », et le *Rapport de situation 2020 sur la prévention de la violence à l'encontre des enfants dans le monde*⁴⁵. Elle s'appuie également sur des exemples parlants tirés des visites de pays effectuées par la Représentante spéciale, de ses concertations bilatérales avec les États Membres et des informations recueillies sur la réalisation du Programme 2030 et des objectifs, notamment à la faveur du processus des examens nationaux volontaires.

57. Le paysage législatif et politique a été le théâtre de progrès aux niveaux international, régional et national⁴⁶. La ratification des instruments internationaux et régionaux a avancé⁴⁷, tout comme leur incorporation dans le droit national. Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne l'interdiction de certaines formes de violences faites aux enfants, notamment les châtiments corporels, les mariages d'enfants, les mutilations génitales féminines, les violences sexuelles et la violence

⁴² Voir <https://www.end-violence.org/sites/default/files/2023-05/Ending-Violence-in-Schools-An-Investment-Case.pdf>.

⁴³ Voir https://www.icrw.org/wp-content/uploads/2018/07/EICM-GlobalSynthesisSummary_Report_v3_WebReady.pdf

⁴⁴ On trouvera les données pertinentes sur les coûts économiques de la violence dans la prochaine publication de la Représentante spéciale, qui sera consultable sur le site Web de son Bureau (<https://violenceagainstchildren.un.org/content/investment-case>).

⁴⁵ Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants, *Keeping the Promise: Ending violence contre les enfants by 2030* (New York, 2019). Consultable à l'adresse <https://violenceagainstchildren.un.org/news/keeping-promise-ending-violence-against-children-2030>. Voir également Organisation mondiale de la Santé (OMS) et al., *Rapport de situation 2020 sur la prévention de la violence à l'encontre des enfants dans le monde* (Genève, OMS, 2020). Consultable à l'adresse <https://www.who.int/teams/social-determinants-of-health/violence-prevention/global-status-report-on-violence-against-children-2020>.

⁴⁶ *Keeping the Promise: Ending Violence against Children by 2030*.

⁴⁷ Voir <https://violenceagainstchildren.un.org/content/legislation-and-other-commitments>.

en ligne, entre autres⁴⁸. Toutefois, dans de nombreux cas, le cadre législatif n'est pas complet et n'interdit pas toutes les formes de violence dans tous les contextes. En outre, on relève souvent des problèmes de mise en œuvre, avec un manque de mesures visant à garantir une justice adaptée aux enfants et l'ouverture de poursuites contre les coupables. Comme souligné dans le *Rapport de situation 2020 sur la prévention de la violence à l'encontre des enfants dans le monde*, la proportion de pays où le niveau perçu d'application était considéré comme suffisant pour que les personnes qui enfreignent les lois soient très probablement sanctionnées n'était que de 47 %⁴⁹.

58. Dans le *Rapport de situation 2020 sur la prévention de la violence à l'encontre des enfants dans le monde*, il est noté toutefois que 80 % des pays ont mis en place au moins un plan d'action national pour prévenir la violence contre les enfants. La majorité des pays dotés de plans d'action nationaux ont indiqué que ces plans avaient trait à plusieurs types de violence, tandis que d'autres ne portaient que sur des types de violence spécifiques. Pourtant, seulement un cinquième des pays ont indiqué que leurs plans d'action nationaux étaient entièrement financés. Dans de nombreux cas, il existe des plans nationaux parallèles visant à mettre fin à différentes formes de violences à l'égard des enfants, qui sont sans lien entre eux et qui ne sont pas intégrés dans les plans de développement nationaux et locaux.

59. Il existe un nombre croissant de données sur les interventions à l'efficacité avérée qui peuvent servir à informer les réponses programmatiques. Il s'agit notamment de stratégies globales visant à prévenir la violence contre les enfants et à y remédier⁵⁰, ainsi que de conseils sur les bonnes pratiques à suivre pour lutter contre les moteurs de la violence que sont notamment la pauvreté et les disparités sociales ; les barrières empêchant l'accès à l'éducation, aux services de santé et à la protection sociale ; les discriminations de genre ; et les normes sociales néfastes⁵¹. Il existe également des orientations concernant la lutte contre des formes spécifiques de violences dans des contextes spécifiques, notamment les violences en ligne ; les violences à l'école et autour de l'école ; les violences armées ; les méthodes disciplinaires violentes ; les violences sexuelles et fondées sur le genre ; le travail des enfants ; la traite des enfants ; les mariages d'enfants et les mutilations génitales féminines⁵². Il est désormais largement avéré que certaines formes de violences contre

⁴⁸ *Rapport de situation 2020 sur la prévention de la violence à l'encontre des enfants dans le monde*. Voir également UNICEF, *Legislating for the Digital Age: Global Guide on Improving Legislative Frameworks to Protect Children from Online Sexual Exploitation and Abuse* (New York, 2022), consultable à l'adresse <https://www.unicef.org/reports/legislating-digital-age>. Voir également <https://endcorporalpunishment.org/countdown/> ; [https://www.unicef.org/documents/preventing-and-responding-child-sexual-abuse-and-exploitation-evidence-review#:~:text=The%20review%20involved%20desk%2Dbased,income%20countries%20of%20the%20world](https://www.unicef.org/documents/preventing-and-responding-child-sexual-abuse-and-exploitation-evidence-review#:~:text=The%20review%20involved%20desk%2Dbased,income%20countries%20of%20the%20world;) ; et <https://spotlightinitiative.org/publications/compendium-innovative-and-good-practices-and-lessons-learned>.

⁴⁹ *Rapport de situation 2020 sur la prévention de la violence à l'encontre des enfants dans le monde*.

⁵⁰ Voir <https://www.who.int/publications/i/item/9789241565356>.

⁵¹ Voir www.unicef.org/media/65161/file/Child-Poverty-SDG-Guide-EN.pdf ; et www.unwomen.org/sites/default/files/2024-05/are-we-getting-there-a-synthesis-of-un-system-evaluations-of-sdg-5-en.pdf.

⁵² Voir <https://www.weprotect.org/model-national-response/> ; www.unicef.org/media/101891/file/CSAE-Programme-Review-2021.pdf ; OIT, *Ending Child Labour by 2025: A Review of Policies and Programmes* (Geneva, 2018), consultable à l'adresse suivante : www.ilo.org/sites/default/files/wcmsp5/groups/public/@ed_norm/@ipecc/documents/publication/wcms_653987.pdf ; <https://endcorporalpunishment.org/resources/research/> ; Office of the Special Representative of the Secretary-General on Violence against Children, « Protecting children affected by armed violence in the community » (New York, United Nations, 2016), disponible à l'adresse suivante : https://violenceagainstchildren.un.org/sites/violenceagainstchildren.un.org/files/documents/publications/2._protecting_children_affected_by_armed_violence_in_the_community.pdf ; et www.togetherforgirls.org/en/campaigns/what-works-to-prevent-sexual-violence-against-children.

les enfants et de violences faites aux femmes se recoupent d'une manière ou d'une autre, que l'on s'intéresse à la cooccurrence, aux facteurs de risque communs ou aux effets intergénérationnels⁵³. Il est aussi désormais bien connu que l'exposition des enfants à la violence domestique a des conséquences négatives sur leur santé, leur développement et leur bien-être, qu'ils soient directement victimes de violence ou non⁵⁴. Toutes ces recherches permettent d'améliorer progressivement la coordination dans les domaines de la lutte contre les violences faites aux enfants et de la lutte contre les violences faites aux femmes et on observe une augmentation du nombre d'interventions visant à réduire simultanément les deux formes de violence⁵⁵.

60. Dans le *Rapport de situation*, il est souligné que parmi les approches préventives couvertes dans le rapport, seule la scolarisation est considérée par plus de la moitié des pays comme étant suffisamment appuyée par le gouvernement pour atteindre toutes les personnes qui en ont besoin. Pour ce qui est des approches de lutte, les services de protection de l'enfance, les services cliniques pour les victimes de violence sexuelle, les services d'identification et d'orientation des victimes ont été jugés suffisamment appuyés par un tiers seulement des gouvernements ayant répondu. La protection sociale – un élément clé de la protection et du bien-être des enfants – a été considérablement renforcée pendant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), mais à l'heure actuelle, 1,4 milliard d'enfants ne bénéficient toujours pas d'une couverture⁵⁶.

61. Des progrès ont également été réalisés en ce qui concerne la collecte de données sur les violences contre les enfants. Au total, 83 % des pays couverts par le *Rapport de situation* ont indiqué qu'ils avaient mené au moins une enquête représentative au niveau national afin de mesurer la violence contre les enfants au cours des cinq années précédentes, les enquêtes en milieu scolaire étant de loin le type le plus fréquemment signalé. Néanmoins, de nombreuses lacunes subsistent, faute d'investissements dans la collecte de données, en raison du manque d'accès à des mécanismes de plainte et de signalement adaptés aux enfants, et à cause du sous-signallement des cas dû à la stigmatisation, à la peur ou aux tabous. De plus, les données existantes sont rarement ventilées ou régulièrement mises à jour. Très peu de plans d'action nationaux pour l'élimination de la violence incluent des indicateurs assortis de points de référence et de cibles, les données étant cruciales pour permettre un suivi adéquat à cet égard.

62. Malgré les nombreuses mesures prises pour lutter contre les violences faites aux enfants dans le monde, les progrès n'ont pas l'étendue ni la rapidité voulues. Face à la nature complexe et évolutive de la violence contre les enfants et compte tenu du caractère interdépendant des moteurs et des formes de violence, il convient d'adopter une nouvelle approche.

D. L'élimination de la violence contre les enfants est possible et elle est justifiée sur le plan économique

63. Pour mettre fin à la violence contre les enfants, il est nécessaire de passer d'une approche cloisonnée à une approche intégrée, intersectorielle et multipartite. Cela a

⁵³ Alessandra Guedes *et al.*, « Bridging the gaps: a global review of intersections of violence against women and violence against children », *Global Health Action*, vol. 9, n° 1 (2016).

⁵⁴ Megan R. Holmes *et al.*, « Nearly 50 Years of Child Exposure to Intimate Partner Violence Empirical Research: Evidence Mapping, Overarching Themes, and Future Directions », *Journal of Family Violence*, vol. 37 (2022).

⁵⁵ Loraine J. Bacchus *et al.*, « Interventions that prevent or respond to intimate partner violence against women and violence against children: a systematic review », *The Lancet Public Health* 2024, vol. 5, n° 9 (mai 2024).

⁵⁶ *The Sustainable Development Goals Report 2024*.

porté ses fruits pour de nombreux États et d'autres parties prenantes clés, preuve qu'il est possible d'adopter un nouveau modèle d'action.

64. L'existence d'une réelle volonté politique est cruciale. Cependant, elle doit trouver son expression concrète dans des investissements soutenus dans des services intégrés qui soient adaptés aux enfants et tiennent compte des questions de genre. Les ministères chargés de la protection et du bien-être des enfants jouent un rôle de premier plan, mais ce doit être une priorité pour l'ensemble des pouvoirs publics. Ce qu'il faut, c'est une approche véritablement intégrée de la part des pouvoirs publics, qui inclue divers secteurs, notamment les secteurs de la protection de l'enfance, de la santé, de l'éducation, de la protection sociale, de la justice, du maintien de l'ordre, du travail, de la budgétisation et de la planification.

65. Dans toutes les régions, de plus en plus de pays mettent en place des cadres juridiques et politiques intégrés pour faire bouger les lignes. De vastes réformes juridiques, englobant la prévention, l'interdiction, la protection et les poursuites, ont été lancées, par exemple en Espagne, au Malawi, au Mexique et au Népal. Des mesures importantes ont également été prises pour intégrer la protection et le bien-être des enfants dans les plans de développement nationaux et locaux et en faire une dimension transversale du processus de planification et de budgétisation, notamment en Éthiopie, au Maroc et en République dominicaine.

66. Le recensement des services existants permet de définir, de manière spécifique au contexte, l'ensemble minimum de services nécessaires pour assurer la protection et le bien-être des enfants, en alignant les services offerts sur les droits et les besoins des enfants et des familles. Un processus de détermination des services intersectoriels qui permettront de prévenir et combattre les violences contre les enfants a été mené à bien ou est en cours en Côte d'Ivoire, en Indonésie, en Jamaïque et en Roumanie. Une telle approche peut également permettre de définir clairement le rôle et les responsabilités des services clés au niveau central et à l'échelon local, et elle est gage de qualité, d'accessibilité, de coordination et d'application du principe de responsabilité à la faveur d'un suivi et d'une supervision systématiques.

67. De plus en plus d'États renforcent leurs systèmes de gestion de l'information et utilisent les informations tirées de différentes sources de données, telles que les enquêtes sur la violence contre les enfants et les enquêtes en grappes à indicateurs multiples, pour informer, orienter et mesurer l'impact des mesures prises. L'utilisation de ces données et systèmes permet le développement d'indicateurs et de critères réalistes pour évaluer les progrès, ce qui est essentiel pour assurer une bonne coordination dans le cadre de la prestation des services et garantir l'application du principe de responsabilité, ainsi que pour permettre la bonne exécution des budgets. En outre, certains États relient les indicateurs relatifs à la protection et au bien-être des enfants aux cibles pertinentes des objectifs de développement durable, notamment le Bhoutan, le Brésil, le Costa Rica et la Suisse.

68. Les activités de prévention de la violence présentent un important retour sur investissement et sont justifiées d'un point de vue économique, malgré les contraintes budgétaires auxquelles sont confrontés de nombreux États. Pour prouver qu'il est nécessaire d'augmenter les ressources consacrées à la prévention de la violence, Fidji, l'Islande et les Îles Salomon, entre autres États, ont entrepris d'évaluer le coût économique de la violence. L'évaluation du coût de l'application des lois et des politiques relatives à la protection de l'enfance – à laquelle se livrent notamment la Jordanie et le Kenya – peut également constituer un outil puissant pour montrer qu'il est justifié d'investir.

69. Investir dans la protection et le bien-être des enfants, c'est aussi renforcer les capacités des institutions et des professionnels qui travaillent à leurs côtés – comme

c'est le cas en Lituanie, au Viet Nam et en Zambie – notamment en proposant des formations idoines dans le cadre des programmes de base à l'intention des professionnels. Pour garantir un travail intersectoriel efficace, il est essentiel de mettre en place des approches intégrées à « guichet unique », qui permettent de réunir les professionnels des secteurs clés sous un même toit⁵⁷. Dans certains cas, les services intégrés destinés aux enfants victimes de violence sont proposés dans les mêmes locaux que les services destinés aux femmes. La difficulté consiste à s'assurer que ces services intégrés soient proposés à plus grande échelle et accessibles physiquement, culturellement, économiquement et géographiquement.

70. Pour mettre fin à la violence contre les enfants, il faut mobiliser non seulement l'ensemble des pouvoirs publics, mais aussi l'ensemble de la société, y compris les chefs religieux et les responsables locaux, la société civile, les enfants et les jeunes, le secteur privé et d'autres acteurs clés. La mobilisation des chefs religieux et des responsables locaux est indispensable pour promouvoir des normes sociales positives, lutter contre les normes et les comportements néfastes et instaurer une culture de la paix. La Représentante spéciale s'est entretenue avec les organisations communautaires et les organisations d'inspiration religieuse lors de ses visites de pays et elle a partagé leurs pratiques prometteuses, notamment celles de l'initiative Qudwa et de la Fondation Adyan (Liban), du Cadre des religieux pour la santé et le développement et de la Fédération des écoles coraniques (Sénégal), de la Pacific Conference of Churches (Fidji), de la Rabita Mohammedia des Oulémas (Maroc) et de la Chambre des Chefs (Zambie), parmi beaucoup d'autres.

71. Les organisations de la société civile jouent un rôle de plus en plus crucial en ce qui concerne les activités de plaidoyer et la prestation de services. Elles mènent des activités de plaidoyer fondées sur des données probantes pour s'attaquer aux différents moteurs et formes de la violence dans tous les contextes, pour investir dans la prévention de la violence et pour lutter contre le recul des droits des enfants. Les organisations de la société civile continuent d'amplifier la voix des enfants et de soutenir la participation des enfants et des jeunes, en leur donnant des moyens d'agir et en les protégeant en leur qualité de défenseuses des droits humains. Les partenaires de la société civile aux niveaux mondial, régional et national restent à l'avant-garde de la protection des enfants et de leurs droits malgré les nombreux défis auxquels ils sont confrontés, notamment la diminution de leurs ressources.

72. La Représentante spéciale a entrepris de recenser des exemples porteurs d'enfants et de jeunes du monde entier qui agissent pour lutter contre la violence et participent aux processus décisionnaires⁵⁸. Certains développements relatifs à la mise en place de plateformes régionales et nationales favorisant la participation des enfants et des jeunes sont encourageants. En Andorre, par exemple, l'initiative « Paroisses amies des enfants » facilite la participation des enfants par le biais de conseils d'enfants, d'une budgétisation adaptée aux enfants, de la collecte de données et de l'élaboration d'un plan national pour les enfants. Au Tchad, les « Super Banats » sont des jeunes filles qui font œuvre de sensibilisation sur la santé sexuelle et procréative, ainsi que sur la prévention des violences de genre et des mariages d'enfants. En Colombie, grâce à la création des espaces civiques baptisés « Voces De Poder » (Voix du pouvoir), plus de 800 enfants s'emploient à créer de meilleures perspectives dans les communautés touchées par la violence, notamment par le biais d'un manifeste recensant leurs demandes en matière de consolidation de la paix. Aux Philippines, les Cameleon Youth Advocates font œuvre de sensibilisation et défendent les droits de l'enfant, la santé procréative des jeunes et la fin des atteintes sexuelles sur la personne

⁵⁷ UNICEF, *Global Annual Results Report 2022: Goal Area 3 – Every Child is Protected from Violence and Exploitation* (New York, 2023).

⁵⁸ Voir <https://childparticipation.un.org/>.

d'enfants. En ce qui concerne les litiges liés au climat, à la fin de l'année 2022, les enfants et les jeunes avaient lancé plus de 30 actions en justice dans le monde entier, arguant de leur vulnérabilité particulièrement prononcée face aux dommages climatiques et du principe d'équité intergénérationnelle⁵⁹.

73. Des pans entiers du secteur privé – notamment les secteurs des voyages et du tourisme, le secteur bancaire et le secteur des technologies de l'information et de la communication – intègrent les principes de protection et de respect des droits de l'enfant dans leurs modèles d'entreprise, comme l'a souligné la Représentante spéciale dans ses rapports à l'Assemblée générale et au Conseil des droits de l'homme⁶⁰. Ces évolutions doivent être replacées dans le contexte du renforcement des mesures prises par certains États pour mettre en place des cadres réglementaires solides⁶¹.

74. Les exemples susmentionnés d'actions multipartites visant à prévenir et à combattre toutes les formes de violence contre les enfants sont bien la preuve qu'il est possible de changer la donne. Toutefois, il est indispensable de pouvoir compter sur des sources de financement permanentes et fiables ainsi que sur une coopération au service du développement adaptée au contexte pour que les solutions puissent être mises en œuvre à plus grande échelle. En outre, une collaboration transnationale plus étroite est nécessaire pour faire face à la nature transfrontière de plus en plus complexe des violences et des crimes contre les enfants.

IV. L'élimination de la violence contre les enfants, une urgence absolue

75. Il reste moins de six ans pour atteindre les objectifs définis dans le Programme 2030. Si d'importantes avancées ont été réalisées au cours des 15 dernières années, nous ne sommes pas en bonne voie pour tenir la promesse des objectifs de développement durable et mettre fin à la violence contre les enfants d'ici à 2030. Les crises se multiplient et la violence atteint des niveaux sans précédent, de sorte qu'il est plus que jamais indispensable d'investir dans la protection et le bien-être des enfants.

76. Trop d'enfants sont laissés de côté de par le monde. Aucun enfant n'est à l'abri. Aucun pays n'est à l'abri. Les données dont nous disposons sur la prévalence des violences contre les enfants sont alarmantes. Mais nous savons que même ces chiffres sont largement sous-estimés, car les violences contre les enfants continuent d'être sous-déclarées et de ne pas toujours donner lieu à des poursuites. La violence a des répercussions dévastatrices et durables pour les enfants. Ses coûts humain et économique sont énormes.

77. Les constatations exposées dans le présent rapport montrent qu'il est urgent d'agir, mais surtout d'agir de manière collective et de s'y prendre différemment. Nous savons qu'il faut passer d'une approche cloisonnée à une approche intégrée, compte tenu de la dimension intersectorielle des violences contre les enfants et de leur intersectionnalité avec les violences de genre. Nous savons quels sont les problèmes rencontrés et quelles sont les solutions. Nous savons que la prévention de la violence se justifie sur le plan économique. Et nous savons qu'il est essentiel d'investir dans la protection et le bien-être des enfants, dès la petite enfance et tout au long de la vie, pour permettre un développement durable à dimension humaine. Il faut donc voir dans

⁵⁹ Programme des Nations Unies pour l'environnement, *Global Climate Litigation Report: 2023 Status Review* (Nairobi, 2023).

⁶⁰ [A/78/214](#) et [A/HRC/52/61](#).

⁶¹ Ibid.

les dépenses consacrées aux services intégrés de protection de l'enfance un investissement judicieux, particulièrement rentable, et non pas une ponction supplémentaire.

78. Un multilatéralisme fondé sur les principes d'inclusion, d'égalité et de coopération s'impose face aux crises actuelles – notamment les conflits, la crise climatique, les déplacements forcés et la pauvreté – et à la nature transfrontière et de plus en plus complexe des violences et des crimes contre les enfants, portés par le développement rapide des technologies.

79. L'initiative renouvelée des pays pionniers visant à mettre fin aux violences contre les enfants, conduite par la Représentante spéciale, a pour but de changer la donne. Elle sera l'occasion de réorganiser et de redynamiser l'engagement avec les pays pionniers actuels et ceux qui les rejoindront afin de susciter un changement de politique et d'aider les États à traduire leurs promesses en actions. Elle sera aussi l'occasion d'élargir la mobilisation de toutes les parties prenantes, y compris celle du système des Nations Unies, de la société civile, des institutions financières, des donateurs, du secteur privé, des médias et des organisations d'inspiration religieuse, ainsi que des enfants, des jeunes et de celles et ceux qui ont survécu à des violences. Elle offrira des forums permettant d'échanger des connaissances, de partager des informations sur les interventions à l'efficacité avérée et qui sont justifiables sur le plan économique pour prévenir et combattre toutes les formes de violence, et de favoriser une formation multidisciplinaire. Elle permettra également de renforcer la coopération bilatérale, multilatérale et transfrontière, en tenant compte des différents contextes.

80. Les enfants ne sont pas un problème à régler, mais un atout : il faut investir en eux. Grâce au leadership des États et à un multilatéralisme efficace, il est possible de créer une dynamique propice à l'avènement d'un monde exempt de violences contre les enfants, qui ne laisse aucun enfant de côté.